Con... LEGISLATION ... WETGEVING
- 9 V. 1951
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 28 avril 1951, d'une demande d'avis sur un amendement au projet d'arrêté royal "portant des mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat", a donné en sa séance du 23 mai 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e April 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een amendement op het ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot vaste betrekkingen in de Rijksbesturen", heeft ter zitting van 23 Mei 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat a été saisi par dépêche du Premier Ministre du 14 mars 1951, du projet approuvé en conseil des ministres le 9 mars 1951.

Cette même dépêche signale des amendements à apporter aux articles 2, 3 et 4.

Par dépêche du 16 mars 1951, M. le Premier Ministre a saisi le Conseil d'Etat d'un nouveau texte destiné à être substitué à celui formant l'article 18 du projet primitif.

De nouveaux amendements aux articles 11, 14, 15, 16 et 19 ont été apportés par une note non datée émanant des services de l'administration générale.

Par sa dépêche du 28 avril 1951, le Conseil d'Etat a été saisi d'un texte destiné à compléter le projet par un article supplémentaire portant le n°28.

Aucune des dépêches précitées ne signale que les questions formant l'objet de ces divers amendements ont été soumises au Comité interdépartemental de consultation syndicale; il résulte toutefois des déclarations faites par les délégués du Gouvernement que le Comité interdépartemental de consultation syndicale a été régulièrement consulté.

\+

\+ \+

Les articles 1er à 3 emploient les mots "Peuvent être nommés ...". Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le Gouvernement n'entend pas s'attribuer par ces mots, des pouvoirs illimités lui permettant d'exclure de l'application de ces articles des agents réunissant les conditions requises pour en bénéficier, mais qu'il entend user de ces pouvoirs par mesure générale et n'exclure de l'application que les agents qui ne réunissent pas les conditions requises ou qui seraient désireux de ne pas bénéficier de la disposition.

\+

\+ \+

L'article 28 prévoit qu'il sera organisé un concours d'admission au stage pour chacun des emplois de début de catégorie désignés par le ministre, pour le recrutement d'un nombre d'agents s'élevant par catégorie à 20 p.c. au moins des emplois de début définitifs vacants dans la catégorie intéressée.

Il résulte des mots : "désignés par le ministre" que le concours ne sera donc pas organisé pour chacun des emplois de début.

Il s'ensuit que les prioritaires étrangers à l'administration pourraient ne pas avoir la possibilité d'accéder à certains emplois de début.

Le Conseil d'Etat estime que les prioritaires étrangers à l'administration doivent avoir accès

.../...

à tous les emplois. Il ne pourrait être fait exception à cette règle que dans les cas où le nombre de places vacantes dans un emploi de début déterminé est insuffisant et impose de grouper des emplois de début différents.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL PORTANT DES MESURES TEMPORAIRES RELATIVES A L'ADMISSION AUX EMPLOIS DEFINITIFS DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

.../...

Vu l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE I. MESURES SPECIALES DE REGULARISATION DES AGENTS TEMPORAIRES.

Article 1er.-

Peuvent être nommés à titre définitif dans un grade de début de la catégorie dans laquelle ils fonctionnaient au 26 août 1939 les agents temporaires entrés en service avant cette date, à condition :

1° d'avoir presté dans des administrations de l'Etat, sans interruption, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950, des services temporaires dans une fonction de la catégorie envisagée ou d'une catégorie supérieure.

Les services prestés dans une administration jouissant d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat peuvent être pris en considération si le transfert de l'intéressé à l'Etat ou inversement s'est opéré d'office.

.../...

La condition de continuité des services jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950 n'est pas imposée aux agents qui ont été licenciés depuis le 1er janvier 1948 pour faire place aux lauréats des concours d'admission organisés à l'intention de l'administration dans laquelle ils étaient occupés, même s'ils ont délibérément quitté l'administration pendant la durée de leur préavis;

2° de remplir les conditions générales d'admissibilité requises par l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, à l'exclusion du 5°.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté du Régent du 11 mai 1945 relatif à la dispense des conditions de diplôme pour les candidats aux emplois temporaires dans les administrations de l'Etat, ayant dû interrompre leurs études en raison de la guerre, sont étendues à la nomination définitive des agents qui en ont bénéficié, par décision expresse du secrétariat permanent de recrutement, à l'occasion de leur nomination temporaire.

En outre, et par dérogation à l'article 1er, première catégorie, c) et e), de l'arrêté royal du 7 août 1939 déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1940, les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 24 août 1948, il est fait abstraction de la condition d'avoir accompli, avant les études supérieures, un cycle complet d'études moyennes du degré supérieur ou d'avoir subi avec succès

.../...

l'épreuve qui en tient lieu d'après les lois et arrêtés en vigueur, lorsque cette condition n'était pas requise pour l'obtention du diplôme d'études supérieures au moment où le candidat a obtenu ce dernier diplôme;

3° de posséder les aptitudes physiques requises par l'article 17a, du statut précité. L'examen médical tiendra compte du facteur d'usure normale et des conséquences des accidents survenus en service depuis l'entrée en fonctions des intéressés;

4° de faire l'objet d'un rapport favorable de leur administration. La forme de ce rapport ainsi que les critères suivant lesquels il doit être établi, sont déterminés par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Si l'exercice de fonctions de la catégorie supérieure précède immédiatement la date d'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950 et atteint au moins la durée du stage prévu pour cette catégorie, la nomination définitive peut avoir lieu dans un grade de début de cette catégorie, à condition que les intéressés possèdent un des diplômes ou des certificats d'études requis par le statut pour les fonctions de cette catégorie.

Article 2.-

Peuvent être nommés stagiaires, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dans un grade de début de la catégorie dans laquelle ils ont

.../...

fonctionné ou de la catégorie inférieure, les agents temporaires de l'Etat qui remplissent les conditions suivantes:

1° avoir presté, dans des administrations de l'Etat, sans interruption, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950, des services temporaires dans une fonction de la catégorie envisagée ou d'une catégorie supérieure pendant une durée au moins égale à celle du stage prévu pour la catégorie envisagée.

Les services prestés dans une administration jouissant d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat peuvent être pris en considération si le transfert de l'intéressé à l'Etat ou inversement s'est opéré d'office.

La condition de continuité des services jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950 n'est pas imposée aux agents qui ont été licenciés depuis le 1er janvier 1948 pour faire place aux lauréats des concours d'admission organisés à l'intention de l'administration dans laquelle ils étaient occupés, même s' ils ont délibérément quitté l'administration pendant la durée de leur préavis;

2° ne pas avoir dépassé, à la date de leur dernière entrée en service, l'âge de quarante-cinq ans, majoré de cinq ans pour les personnes visées à l'article 8 de la loi des 3 août 1919-27 mai 1947, ni avoir dépassé, à la date d' entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950, l'âge de cinquante-cinq ans.

Pour déterminer la date de la dernière entrée en service, il est fait abstraction des interruptions de carrière qui ne dépassent pas six mois et sont uniquement dues au fait de l'administration;

.../...

3° remplir les autres conditions générales d'admissibilité requises par l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exclusion du 5°.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté du Régent du 11 mai 1945 relatif à la dispense des conditions de diplôme pour les candidats aux emplois temporaires dans les administrations de l'Etat, ayant dû interrompre leurs études en raison de la guerre, sont étendues à la nomination en stage des agents qui en ont bénéficié, par décision expresse du secrétariat permanent de recrutement, à l'occasion de leur nomination temporaire.

En outre, et par dérogation à l'article 1er, première catégorie, c) et e) de l'arrêté royal du 7 août 1939 déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1940, les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 24 août 1948, il est fait abstraction de la condition d'avoir accompli, avant les études supérieures, un cycle complet d'études moyennes du degré supérieur ou d'avoir subi avec succès l'épreuve qui en tient lieu d'après les lois et arrêtés en vigueur;

4° posséder les aptitudes physiques requises par l'article 17, a, du statut précité. L'examen médical tiendra compte du facteur d'usure normale et des conséquences des accidents survenus en service depuis l'entrée en fonctions des intéressés;

5° faire l'objet d'un rapport favorable de leur administration. La forme de ce rapport ainsi que les critères suivant lesquels il doit être établi, sont déterminés par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 3.-

Les agents temporaires qui réunissent les conditions fixées à l'article 2 peuvent être nommés directement à titre définitif et non en stage s'ils ont, en outre, réussi avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, devant le secrétariat permanent de recrutement, une épreuve complète d'admission au stage jugée par le secrétaire permanent de recrutement au moins équivalente à celle requise par le chapitre II, section deuxième de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du secrétariat permanent de recrutement, pour le grade à conférer et en rapport avec les fonctions afférentes à ce grade.

Article 4.-

Les agents non visés à l'article 3 qui remplissent les conditions fixées à l'article 2, qu'ils aient ou non été nommés en qualité de stagiaire, peuvent être nommés à titre définitif dans un grade de début de la catégorie dans laquelle ils ont fonctionné ou de la catégorie inférieure, s'ils satisfont à l'examen d'admission définitive.

En cas d'échec aux deux épreuves prévues par les articles 32 et 34 bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté du Régent du 8 mars 1950, ces agents sont licenciés moyennant un préavis de trois mois.

Pendant la durée de ce préavis, ils sont soumis aux dispositions relatives à la sécurité sociale dans les mêmes conditions que les agents temporaires.

Article 5.-

Les examens d'admission définitive pourront être organisés par le ministre compétent sur proposition du secrétaire permanent de recrutement, aux conditions arrêtées par celui-ci.

Article 6.-

Sur avis conforme du secrétaire permanent de recrutement, le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions peut modifier le programme des examens d'admission définitive, fixé par les articles 30 à 32 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939.

Article 7.-

Jusqu'à la date de leur nomination définitive ou de leur licenciement, les agents nommés en stage en vertu de l'article 2 peuvent être chargés, moyennant les avantages prévus à l'arrêté du Régent du 12 avril 1950, des fonctions correspondant à celles qu'ils exerçaient en dernier lieu en qualité de temporaire.

Article 8.-

Les ministres, chacun en ce qui le concerne, déterminent, moyennant l'accord du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, les grades de début de chaque catégorie dans lesquels les nominations en stage et les nominations à titre définitif envisagées aux articles 1er à 4 peuvent être opérées.

.../...

Article 9.-

Les agents nommés en stage ou à titre définitif par application du présent arrêté continuent à remplir l'emploi définitif ou temporaire qu'ils occupaient à titre temporaire. Il sera procédé à leur affectation après l'organisation d'un concours d'accession à la catégorie supérieure ou d'un examen d'avancement de grade, lorsque cet examen est prévu par les dispositions statutaires ou les règlements organiques.

Les modalités de cette affectation seront fixées par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, en tenant compte des droits de toutes les personnes qui ont des titres à une première ou à une nouvelle affectation dans un emploi prévu aux cadres permanents.

Les nominations en stage ou à titre définitif faites en vertu du présent arrêté ne sortent leurs effets au point de vue pécuniaire qu'au moment où les intéressés exercent effectivement les fonctions correspondant au grade qui leur a été conféré.

Article 10.-

... (Texte du projet du Gouvernement) ...

Article 11.-

La durée des services temporaires qui sont rendus dans une catégorie au moins égale à celle dans laquelle est classé le grade conféré au bénéficiaire du présent arrêté et qui dépassent la période du stage

.../...

requise par l'article 27 du statut des agents de l'Etat, peut être supputée pour la détermination des quatre années de services prévues par l'article 16 du statut des agents de l'Etat parmi les conditions d'accession à la catégorie supérieure.

Article 12.-

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la régularisation, à titre définitif, des ouvriers temporaires et des agents recrutés dans les administrations de l'Etat sous le régime des réquisitions civiles.

Article 13.-

Toutes les nominations définitives prévues par le présent arrêté sont faites de l'accord du secrétaire permanent de recrutement.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS EN FAVEUR DE CERTAINS AGENTS DEFINITIFS OU STAGIAIRES.

Article 14.-

Les agents définitifs et stagiaires de l'Etat qui ont eu la qualité d'agent temporaire dans un grade supérieur peuvent, sur leur demande, se voir appliquer les dispositions des articles 1er à 13 du présent arrêté.

.../...

Toutefois, cette faculté n'est accordée que si la qualité d'agent définitif ou stagiaire a été acquise après le 16 mai 1940.

Article 15.-

Les articles 1er à 13 sont applicables aux agents qui feront usage des facultés prévues à l'article 14. Les services prestés par eux en qualité de stagiaire ou d'agent définitif seront, pour l'application de ces articles 1er à 13, assimilés à des services temporaires.

Article 16.-

Les agents stagiaires à la date d'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950 sont dispensés de l'examen de fin de stage prévu par les dispositions statutaires pour la nomination à titre définitif au grade qu'ils occupaient à cette dernière date, si, immédiatement avant cette date et sans interruption, ils ont presté dans quelque grade que ce soit, des services en qualité d'agent temporaire ou d'agent stagiaire pendant une durée égale au stage normalement requis pour le grade dans lequel ils désirent obtenir leur nomination définitive. Les articles 10 à 13 leur sont applicables.

Article 17.-

Les agents définitifs de l'Etat porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'études donnant accès en vertu de l'arrêté royal du 7 août 1939, modifié par celui du 18 mars 1940, par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 24 août 1948, à un emploi d'une catégorie supérieure, peuvent, sur leur demande, se voir appliquer les articles 2 à 9 et 13 du présent arrêté.

Pour l'application de ces articles, ils sont censés avoir accompli, comme agents temporaires, les diverses fonctions qu'ils ont assumées depuis leur recrutement.

Toutefois, par dérogation aux articles 2 à 4, ils peuvent être nommés dans un grade de début de la catégorie à laquelle leur diplôme ou certificat d'études donne accès, quelle que soit la catégorie dans laquelle ils ont exercé leurs fonctions; ils sont dispensés de la condition d'âge et de l'examen médical.

En cas d'échec aux épreuves d'admission définitive, ils sont réintégrés dans leur grade antérieur.

Article 18.-

Les agents de l'Etat qui, à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950, se trouvent dans les conditions fixées par l'arrêté du Régent du 18 janvier 1949 dérogeant en faveur de certains agents de la deuxième catégorie à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, pour participer à un concours d'admission au stage pour les emplois de secrétaire d'administration, peuvent, sur leur demande, être nommés, suivant le cas, en stage ou à titre définitif dans le grade de secrétaire d'administration.

La nomination en stage ou à titre définitif est soumise aux conditions prévues aux articles 3 à 9.

.../...

Toutefois, en cas d'échec aux épreuves d'admission définitive, les agents nommés en stage ne seront pas licenciés mais réintégrés dans leur grade antérieur.

Article 19.-

Les dispositions de l'article 11 sont étendues aux agents qui remplissent les conditions pour bénéficier des articles 14 et 17 et qui n'ont pas opté pour le régime de régularisation prévu par ces articles.

Article 20.-

Les demandes visées aux articles 14 à 18 devront, sous peine de forclusion, être adressées au ministre dont relèvent les intéressés dans les trente jours qui suivent la publication de l'arrêté prévu à l'article 10.

Toutefois, les agents dont la nomination définitive est conditionnée par la réussite de l'examen d'admission définitive, doivent en tous cas opter avant la clôture des inscriptions à cet examen.

Pendant les mêmes délais, les agents qui ont déjà opté, en application de l'article 6 de l'arrêté du Régent du 11 avril 1948, peuvent revenir sur cette option pour autant que les nécessités administratives ne s'y opposent pas.

Les agents qui ont déjà opté pour le régime statutaire et qui, ayant échoué à une première épreuve d'admission définitive, ont la faculté en vertu de

l'arrêté du Régent du 10 mars 1950 de se présenter à une seconde épreuve d'admission définitive, peuvent encore opter jusqu'à la clôture des inscriptions à cette épreuve, soit pour le régime statutaire, soit pour le régime de régularisation prévu par les articles 14 à 17.

CHAPITRE III.-DISPOSITION ABROGATOIRE.

Article 21.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par l'arrêté du Régent du 10 avril 1948;

2° l'arrêté du Régent du 11 avril 1948;

3° l'arrêté du Régent du 25 juin 1949, modifié par l'arrêté du Régent du 25 août 1949.

CHAPITRE IV.- DISPISITIONS TRANSITOIRES.

Article 22.-

Le classement des concours qui sont organisés en exécution de l'arrêté du Régent du 25 juin 1949, modifié par celui du 25 août 1949, et qui ne sont pas annulés par la loi du 28 décembre 1950, est établi conformément aux dispositions du susdit arrêté.

.../...

Article 23.-

Pour l'application du présent arrêté, les personnes qui satisfont aux conditions prévues par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, sont assimilées aux agents temporaires visés à l'article 1er.

Article 24.-

Pour l'application du présent arrêté, les personnes qui satisfont aux conditions prévues par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, sont assimilées aux agents temporaires visés à l'article 3.

Article 25.-

Pour l'application du présent arrêté, les personnes qui satisfont aux conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948,et qui sont en fonctions à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté,sont assimilées aux agents temporaires qui réunissent les conditions prévues par l'article 2.

Article 26.-

Les dispositions prévues aux articles 23 à 25 en faveur des agents et anciens agents temporaires de l'Etat sont applicables,suivant le cas et dans les mêmes conditions, aux agents définitifs ou stagiaires visés par les articles 14 à 20.

Article 27.-

Jusqu'à l'organisation des examens d'admission définitive pour les agents nommés en stage en vertu du présent arrêté, le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions conserve le pouvoir de statuer sur les cas spéciaux dont il est question à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, et dans l'arrêté du Régent du 11 avril 1948, dont il est saisi par les ministres intéressés en faveur des agents visés aux articles 23 à 26.

Le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions statuera dans les conditions prévues à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947.

Les cas sur lesquels il a été statué ne peuvent être représentés à la commission prévue par l'article 11 précité que s'il est fait état d'éléments nouveaux.

CHAPITRE V. - DISPOSITION ADDITIONNELLE.

Article 28.-

Indépendamment des mesures prévues aux chapitres I et II ci-dessus, il sera organisé pour chacun des emplois de début de catégorie désignés par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions et conformément aux dispositions du titre III de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, un concours d'admission au stage pour le recrutement d'un nombre d'agents

.../...

(suite page 19 bis)

s'élevant par catégorie à 20 p.c. au moins du nombre d'emplois de début définitifs vacants dans la catégorie intéressée, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les candidats classés en ordre utile à ces concours seront appelés en fonction même en l'absence de vacance aux cadres organiques.

DISPOSITION FINALE.

Article 29.-

Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL ;

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

Bij dienstbrief van de Eerste-Minister van 14 Maart 1951 werd de Raad van State om advies verzocht over een ontwerp dat de ministerraad op 9 Maart 1951 had goedgekeurd.

In die zelfde dienstbrief is er sprake van amendementen op de artikelen 2, 3 en 4.

Bij zijn dienstbrief van 16 Maart 1951 heeft de h. Eerste-Minister een nieuwe tekst ter vervanging van artikel 18 van het oorspronkelijk ontwerp bij de Raad van State aanhangig gemaakt.

Verder heeft een niet gedagtekende nota uitgaande van de diensten van het algemeen bestuur de artikelen 11, 14, 15, 16 en 19 geamendeerd.

Bij dienstbrief van 28 April 1951 werd nog het advies van de Raad van State gevraagd over de tekst van een nieuw artikel 28 ter aanvulling van het ontwerp.

In geen van voornoemde dienstbrieven wordt gezegd dat de inhoud van die amendementen aan de Inter-Departementale Syndicale Raad van advies is voorgelegd, doch uit de verklaringen van de gemachtigden der Regering blijkt dat het advies van die Raad op regelmatige wijze is gevraagd.

+

\+ +

.../...

De artikelen 1 tot 3 gebruiken de woorden "... kunnen ... benoemd worden ..." . Uit de inlichtingen aan de Raad van State verstrekt, blijkt dat de Regering zich met die woorden geen onbeperkte macht wil toekennen teneinde sommige personeelsleden die wel aan de gestelde vereisten voldoen buiten de toepassing van die artikelen te kunnen doen vallen, maar dat het haar bedoeling is die macht bij algemene maatregel aan te wenden en alleen buiten de toepassing van die artikelen te doen vallen de personeelsleden, die niet aan de gestelde vereisten voldoen of die mochten wensen voor die bepaling niet in aanmerking te komen.

\+

\+ \+

Artikel 28 bepaalt dat voor ieder van de door de Minister aangewezen aanvangsbetrekkingen der categorie een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd zal worden ingericht met het oog op de aanwerving van een getal personeelsleden dat per categorie ten minste 20 t.h. zal bedragen van de vaste aanvangsbetrekkingen die in de betrokken categorie vrijkomen.

De woorden : "door de minister aangewezen" wijzen er op dat het vergelijkend examen dus niet voor ieder der aanvangsbetrekkingen zal worden ingericht.

Dienvolgens zou het de prioriteitgerechtigden buiten het bestuur wellicht onmogelijk worden tot sommige aanvangsbetrekkingen toegang te krijgen.

.../...

De Raad van State is van oordeel dat alle betrekkingen voor de prioriteitgerechtigden die niet tot het bestuur behoren, toegankelijk moeten zijn. Van die regel zou men alleen mogen afwijken ingeval het getal der openstaande plaatsen in een gegeven aanvangsbetrekking ontoereikend is en het groeperen van verschillende aanvangsbetrekkingen noodzakelijk maakt.

\+

\+ \+

Voorts beveelt de Raad van State een aantal vormwijzigingen aan, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE TIJDELIJKE MAATREGELEN BETREFFENDE DE TOELATING TOT VASTE BETREKKINGEN IN DE RIJKSBESTUREN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 28 December 1950 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de vergelijkende examens voor toelating tot de vaste betrekkingen in de Rijksbesturen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel ;

.../...

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I.- BIJZONDERE MAATREGELEN TOT REGULARISATIE VAN HET TIJDELIJK PERSONEEL.

Artikel 1.-

De tijdelijke personeelsleden in dienst getreden vóór 26 Augustus 1939 kunnen vast benoemd worden in een aanvangsgraad van de categorie waarin zij op die datum in dienst waren, op voorwaarde :

1° dat zij tot op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 ononderbroken tijdelijke dienst hebben gedaan bij Rijksbesturen in een functie van die categorie of van een hogere categorie.

De dienst gedaan bij een bestuur met een rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de Staat kan in aanmerking genomen worden, indien de overgang van de belanghebbende in Rijksdienst of omgekeerd van ambtswege is geschied.

De voorwaarde van ononderbroken dienst tot op de datum van de inwerkingtreding der wet van 28 December 1950 geldt niet voor de personeelsleden die

.../...

sedert 1 Januari 1948 afgedankt werden om plaats te maken voor degenen die geslaagd zijn voor de vergelijkende toelatingsexamens uitgeschreven ten behoeve van het bestuur waarbij zij werkzaam waren, zelfs indien zij vrijwillig het bestuur gedurende hun opzeggingstermijn hebben verlaten ;

2° dat zij de algemene toelatingsvoorwaarden vervullen die gesteld zijn bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van 5°.

De bepalingen van het besluit van de Regent van 11 Mei 1945 betreffende de vrijstelling van de vereisten van het diploma voor de candidaten voor tijdelijke betrekkingen in de Rijksbesturen, die hun studiën hebben moeten onderbreken wegens de oorlog, gelden echter voor de vaste benoeming van de personeelsleden op wie, bij uitdrukkelijke beslissing van het Vast Wervingssecretariaat, die bepalingen werden toegepast bij hun tijdelijke benoeming.

Bovendien, en in afwijking van artikel 1, eerste categorie, c) en e), van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de candidaten voor een Rijksbetrekking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 Maart 1940 en bij de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 24 Augustus 1948, wordt afgezien van de vereiste om vóór de aanvang der hogere studiën een volledige cyclus van middelbaar onderwijs van de hogere graad te hebben doorgemaakt of om met goed gevolg deel genomen te hebben aan het examen dat, volgens de geldende wetten en besluiten, er voor in de plaats komt, wanneer die voorwaarde niet vereist was voor het bekomen van het diploma van hogere studiën op het ogenblik waarop de candidaat dit laatste diploma heeft bekomen ;

.../...

3° dat zij de lichaamsgeschiktheid bezitten vereist bij artikel 17, a, van voormeld statuut. Het geneeskundig onderzoek zal rekening houden met de factor normale slijtage en met de gevolgen van de ongevallen die zich sedert het in functie treden van de belanghebbenden in de dienst hebben voorgedaan ;

4° dat zij een gunstig rapport van hun bestuur hebben bekomen. De vorm van dit rapport, alsmede de criteria op grond waarvan het dient opgemaakt, worden vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Ingeval de uitoefening van een functie van de hogere categorie onmiddellijk de datum der indiensttreding van de wet van 28 December 1950 voorafgaat en ten minste de duur bereikt van de proeftijd voor deze categorie bepaald, kan de vaste benoeming geschieden in een aanvangsgraad van deze categorie, op voorwaarde dat de belanghebbenden houder zijn van een der diploma's of der studiegetuigschriften, door het statuut vereist voor de betrekkingen van deze categorie.

Artikel 2.-

Tot stagiaire, met ingang van de datum der inwerkingtreding van dit besluit, kunnen benoemd worden in een aanvangsgraad van de categorie waarin zij in dienst geweest zijn of van de lagere categorie, de tijdelijke leden van het Rijkspersoneel die de onderstaande vereisten vervullen :

.../...

1° dat zij tot op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 bij Rijksbesturen ononderbroken tijdelijke dienst hebben gedaan in een ambt van de in beschouwing genomen categorie of van een hogere categorie, gedurende een periode ten minste van dezelfde duur als de proeftijd bepaald voor de in beschouwing genomen categorie.

De dienst gedaan bij een bestuur met een rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de Staat kan in aanmerking genomen worden, indien de overgang van de belanghebbende in Rijksdienst of omgekeerd van ambtswege is geschied.

De voorwaarde van ononderbroken dienst tot op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 geldt niet voor de personeelsleden die sedert 1 Januari 1948 afgedankt werden om plaats te maken voor degenen die geslaagd zijn voor de vergelijkende toelatingsexamens ingericht ten behoeve van het bestuur waarbij zij werkzaam waren, zelfs indien zij vrijwillig het bestuur verlaten hebben gedurende hun opzeggingstermijn;

2° dat zij op de datum van hun laatste indiensttreding de leeftijd van vijf en veertig jaar, vermeerderd met vijf jaar voor de personen bedoeld in artikel 8 van de wet van 3 Augustus 1919 - 27 Mei 1947, niet overschreden hebben, noch op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 de leeftijd van vijf en vijftig jaar.

Om de datum van de laatste indiensttreding te bepalen wordt geen rekening gehouden met de dienstonderbrekingen die zes maanden niet overschrijden en uitsluitend aan het bestuur te wijten zijn;

3° dat zij de andere algemene toelatingsvoorwaarden vervullen die gesteld zijn bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van 5°.

.../...

De bepalingen van het besluit van de Regent van 11 Mei 1945 betreffende de vrijstelling van de vereisten van het diploma voor de candidaten voor tijdelijke betrekkingen in de Rijksbesturen, die hun studiën hebben moeten onderbreken wegens de oorlog, gelden echter voor de benoeming tot stagiaire van de personeelsleden op wie, bij uitdrukkelijke beslissing van het Vast Wervingssecretariaat, die bepalingen werden toegepast bij hun tijdelijke benoeming.

Bovendien, en in afwijking van artikel 1, eerste categorie, c) en e), van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de candidaten voor een Rijksbetrekking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 Maart 1940 en bij de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 24 Augustus 1948, wordt afgezien van de vereiste om vóór de aanvang der hogere studiën een volledige cyclus van middelbaar onderwijs van de hogere graad te hebben doorgemaakt of om met goed gevolg deel genomen te hebben aan het examen dat volgens de geldende wetten en besluiten er voor in de plaats komt ;

4° dat zij de lichaamsgeschiktheid bezitten vereist bij artikel 17, a, van voormeld statuut. Het geneeskundig onderzoek zal rekening houden met de factor normale slijtage en met de gevolgen van de ongevallen die zich sedert het in functie treden van de belanghebbendenin de dienst hebben voorgedaan ;

5° dat zij een gunstig rapport van hun bestuur hebben bekomen. De vorm van dit rapport, alsmede de criteria op grond waarvan het dient opgemaakt, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

.../...

Artikel 3.-

De tijdelijke personeelsleden die de vereisten bepaald in artikel 2 vervullen, kunnen dadelijk in vast verband benoemd worden en niet in stagedienst, zo zij bovendien, vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, voor het Vast Wervingssecretariaat geslaagd zijn voor een volledig examen voor toelating tot de proeftijd, dat de Vaste Wervingssecretaris ten minste gelijkwaardig acht met het examen vereist bij hoofdstuk II, 2de afdeling, van het koninklijk besluit van 20 Januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, voor de te begeven graad en dat hij in verband acht te zijn met de functiën van deze graad.

Artikel 4.-

De in artikel 3 niet bedoelde personeelsleden die de in artikel 2 gestelde voorwaarden vervullen, kunnen, of zij al dan niet tot stagiaire zijn benoemd, vast worden benoemd in een aanvangsgraad van de categorie waarin zij in dienst geweest zijn of van de lagere categorie, indien zij voor het examen voor vaste aanstelling slagen.

Indien zij niet slagen voor de twee examens bepaald bij de artikelen 32 en 34 bis van het koninklijk besluit van 2 October 1937, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 8 Maart 1950, worden deze personeelsleden met een opzeggingstermijn van drie maanden afgedankt.

Gedurende deze opzeggingstermijn zijn de bepalingen betreffende de maatschappelijke zekerheid op hen toepasselijk onder dezelfde voorwaarden als op de tijdelijke personeelsleden.

.../...

Artikel 5.-

De examens voor vaste aanstelling kunnen door de bevoegde Minister op voorstel van de Vaste Wervingssecretaris ingericht worden onder de voorwaarden die deze laatste bepaalt.

Artikel 6.-

Op eensluidend advies van de Vaste Wervingssecretaris kan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, het programma van de examens voor vaste aanstelling, dat in de artikelen 30 tot 32 van het koninklijk besluit van 20 Januari 1939 bepaald is, wijzigen.

Artikel 7.-

Tot de datum waarop zij in vast verband worden benoemd of worden afgedankt, kunnen de krachtens artikel 2 tot stagiaire benoemde personeelsleden mits zij de voordelen bepaald in het besluit van de Regent van 12 April 1950 genieten, belast worden met de functie die overeenstemt met die welke zij laatst als tijdelijke personeelsleden uitoefenden.

Artikel 8.-

De ministers bepalen, ieder wat hem betreft, met de instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de aanvangsgraden van elke categorie waarin de benoemingen tot stagiaire en de benoemingen in vast verband waarvan sprake in de artikelen 1 tot 4, mogen geschieden.

.../...

Artikel 9.-

De personeelsleden die bij toepassing van dit besluit tot stagiaire of in vast verband worden benoemd, vervullen verder de vaste of tijdelijke functie die zij als tijdelijke personeelsleden bekleedden. Hun aanwijzing voor een functie geschiedt na het inrichten van een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie of van een examen tot bevordering in graad, wanneer dit examen door de statutaire bepalingen of de organieke reglementen wordt voorgeschreven.

De modaliteiten van deze werkaanwijzing worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, met inachtneming van de rechten van al de personen die aanspraak hebben op een eerste of een nieuwe werkaanwijzing in een betrekking vermeld in de vaste kaders.

De benoemingen tot stagiaire of in vast verband, bij toepassing van dit besluit gedaan, hebben op geldelijk gebied dan eerst uitwerking wanneer de belanghebbenden de functies die overeenstemmen met de hun verleende graad werkelijk uitoefenen.

Artikel 10.-

... (Tekst van het ontwerp van de Regering) ...

.../...

Artikel 11.-

De duur van de tijdelijke dienst die gedaan is in een categorie ten minste gelijk aan de categorie waarin is gerangschikt de graad toegekend aan degene aan wie dit besluit ten goede komt en die de proeftijd vereist bij artikel 27 van het statuut van het Rijkspersoneel overschrijdt, wordt medegerekend voor de vaststelling van de vier jaren dienst in artikel 16 van het statuut van het Rijkspersoneel bepaald onder de voorwaarden voor toelating tot de hogere categorie.

Artikel 12.-

De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de regularisatie in vast verband van de tijdelijke werklieden en van de personeelsleden in de Rijksbesturen onder het stelsel van de burgerlijke opeisingen aangeworven.

Artikel 13.-

Al de vaste benoemingen die door dit besluit zijn bepaald, geschieden met de instemming van de vaste wervingssecretaris.

.../...

HOOFDSTUK II.- BEPALINGEN TEN VOORDELE VAN SOMMIGE VASTE OF STAGEDOENDE PERSONEELSLEDEN.

Artikel 14.-

Op de vaste en stagedoende leden van het Rijkspersoneel, die tijdelijk personeelslid in een hogere graad zijn geweest, kunnen, op hun verzoek, de bepalingen van de artikelen 1 tot 13 van dit besluit worden toegepast.

Deze toepassing is evenwel slechts mogelijk, indien de hoedanigheid van vast of stagedoend personeelslid na 16 Mei 1940 is verkregen.

Artikel 15.-

De artikelen 1 tot 13 zijn van toepassing op de personeelsleden die van de in artikel 14 bepaalde mogelijkheid gebruik maken. De dienst door hen in de hoedanigheid van stagiaire of van vast personeelslid gedaan, wordt voor de toepassing van die artikelen 1 tot 13 met tijdelijke dienst gelijkgesteld.

.../...

Artikel 16.-

De personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 stage deden, zijn vrijgesteld van het examen voor vaste aanstelling voorgeschreven bij de statutaire bepalingen voor de benoeming in vast verband tot de graad die zij bekleedden op laatstvermelde datum ingeval zij, onmiddellijk vóór deze datum en zonder onderbreking, in enigerlei graad dienst hebben gedaan als tijdelijke personeelsleden of als stagiaires over een gelijke duur als de normale proeftijd vereist voor de graad waarin zij hun vaste aanstelling wensen te bekomen. De artikelen 10 tot 13 zijn op hen van toepassing.

Artikel 17.-

Op de vaste leden van het Rijkspersoneel die houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat krachtens het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939, gewijzigd bij dat van 18 Maart 1940 en bij de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 24 Augustus 1948, toegang heeft tot een betrekking in een hogere categorie, kunnen, op hun verzoek, de bepalingen van de artikelen 2 tot 9 en 13 van dit besluit worden toegepast.

Voor de toepassing van die artikelen worden zij geacht de verschillende ambten die zij sedert hun aanwerving hebben uitgeoefend als tijdelijke personeelsleden te hebben vervuld.

.../...

In afwijking van de artikelen 2 tot 4 kunnen zij echter benoemd worden in een aanvangsgraad van de categorie waartoe hun diploma of studiegetuigschrift toegang geeft, om het even in welke categorie zij hun functiën hebben uitgeoefend; zij zijn vrijgesteld van de vereisten inzake de leeftijdsgrens en van het geneeskundig onderzoek.

Indien zij afgewezen worden bij de examens voor vaste aanstelling, worden zij in hun vroegere graad teruggeplaatst.

Artikel 18.-

De leden van het Rijkspersoneel die op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 de voorwaarden vervullen welke het besluit van de Regent van 18 Januari 1949 tot afwijking, ten bate van sommige ambtenaren der tweede categorie, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gesteld heeft om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd voor de betrekkingen van bestuurssecretaris, kunnen, op hun verzoek, volgens het geval tot stagiaire of in vast verband in de graad van bestuurssecretaris worden benoemd.

De benoeming tot stagiaire of in vast verband is afhankelijk van de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 9.

Indien zij echter afgewezen worden bij de examens voor vaste aanstelling, worden de tot stagiaire benoemde personeelsleden niet afgedankt maar in hun vroegere graad teruggeplaatst.

.../...

Artikel 19.-

De bepalingen van artikel 11 worden toepasselijk verklaard op de personeelsleden die de vereisten vervullen om in aanmerking te komen voor de artikelen 14 en 17 en hun voorkeur niet te kennen hebben gegeven voor het regularisatiestelsel bepaald bij deze artikelen.

Artikel 20.-

De aanvragen in de artikelen 14 tot 18 bedoeld, moeten, op straffe van verval, gericht worden aan de minister onder wie de belanghebbenden ressorteren, binnen dertig dagen volgend op de bekendmaking van het besluit waarvan sprake in artikel 10 van dit besluit.

Evenwel moeten de personeelsleden wier vaste aanstelling afhankelijk is van het slagen voor het examen voor vaste aanstelling, in elk geval hun voorkeur uitdrukken vóór de afsluiting van de inschrijvingen voor dat examen.

Gedurende dezelfde termijnen, kunnen de personeelsleden die reeds hun voorkeur hebben uitgedrukt bij toepassing van artikel 6 van het besluit van de Regent van 11 April 1948, terugkomen op deze keuze, voor zover de administratieve noodwendigheden zulks niet verhinderen.

.../...

De personeelsleden die reeds hun voorkeur hebben uitgedrukt voor het statutair stelsel en die, nadat zij voor het eerste examen voor vaste aanstelling zijn gezakt, het recht hebben krachtens het besluit van 10 Maart 1950 zich aan te melden voor een tweede examen voor vaste aanstelling, kunnen tot de afsluiting van de inschrijvingen voor dat examen nog hun voorkeur uitdrukken, hetzij voor het statutair stelsel, hetzij voor het regularisatiestelsel bepaald bij de artikelen 14 tot 17.

HOOFDSTUK III.- OPHEFFINGSBEPALING.

Artikel 21.-

Worden opgeheven :

1° het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 10 April 1948;

2° het besluit van de Regent van 11 April 1948;

3° het besluit van de Regent van 25 Juni 1949, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 25 Augustus 1949.

HOOFDSTUK IV.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 22.-

De rangschikking bij de vergelijkende examens die zijn ingericht ter uitvoering van het besluit van de Regent van 25 Juni 1949, gewijzigd bij dat van 25 Augustus 1949, en die bij de wet van 28 December 1950 niet zijn nietigverklaard, wordt opgemaakt overeenkomstig het bepaalde in voornoemd besluit.

Artikel 23.-

Voor de toepassing van dit besluit worden met de tijdelijke personeelsleden bedoeld in artikel 1 gelijkgesteld, zij die de voorwaarden bepaald in artikel 1 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, vervullen.

Artikel 24.-

Voor de toepassing van dit besluit worden met de tijdelijke personeelsleden bedoeld in artikel 3 gelijkgesteld, zij die de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, vervullen.

Artikel 25.-

Voor de toepassing van dit besluit worden gelijkgesteld met de tijdelijke personeelsleden die de in artikel 2 bepaalde voorwaarden vervullen, zij die de voorwaarden bepaald in artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, vervullen en op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn.

Artikel 26.-

De bepalingen gesteld in de artikelen 23 tot 25 ten gunste van de tijdelijke en gewezen tijdelijke leden van het Rijkspersoneel, zijn, volgens het geval en onder dezelfde voorwaarden, van toepassing op de vaste en stagedoende personeelsleden bedoeld in de artikelen 14 tot 20.

.../...

Artikel 27.-

Tot bij de inrichting der examens voor vaste aanstelling voor de krachtens dit besluit tot stagiaire benoemde personeelsleden behoudt de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de macht om te beslissen over de bijzondere gevallen waarvan sprake in artikel 11 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, en in het besluit van de Regent van 11 April 1948, en die hem door de betrokken ministers worden voorgelegd ten voordele van de personeelsleden bedoeld in de artikelen 23 tot 26.

De Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, beslist onder de voorwaarden gesteld in artikel 11 van het besluit van de Regent van 30 April 1947.

De gevallen waarover is beslist kunnen niet opnieuw aan de commissie, ingesteld door voormeld artikel 11 worden voorgelegd, tenzij nieuwe gegevens worden ingeroepen.

HOOFDSTUK V. BIJKOMENDE BEPALING.

Artikel 28.-

Onverminderd de maatregelen in de hoofdstukken I en II bepaald, wordt per categorie voor iedere aanvangsbetrekking aan te wijzen door de Minister tot

.../...

wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, overeenkomstig het bepaalde in titel III van het koninklijk besluit van 2 October 1937 een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd ingericht met het oog op de aanwerving van een getal personeelsleden dat per categorie ten minste 20 t.h. bedraagt van het aantal vaste aanvangsbetrekkingen, dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de betrokken categorie onbezet is.

De candidaten die bij deze vergelijkende examens batig gerangschikt zijn, worden in dienst genomen zelfs wanneer in de organieke kaders geen onbezette betrekkingen zijn.

SLOTBEPALING.

Artikel 29.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs	: J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président
de Heren	:	eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX,	conseillers d'Etat	
	M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
	P. COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation	
	P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.